

IDENTIFICATION DU POSTE**DIRECTION OU SERVICE (sigle) :****DIRECCTE HDF****INTITULÉ DU POSTE :** *Chargé de mission restructuration d'entreprises (contractuel basé à Lille)***CATÉGORIE (OU CORPS/GRADE) :** A **EMPLOI DE CHEF DE MISSION****GRUPE DE FONCTIONS¹ :****FAMILLE(S) PROFESSIONNELLE(S)²**

Développement économique / Développement économique local et national

INTITULÉ DU (DES) MÉTIER(S)²

Chargé(e) de la conduite des politiques publiques

DOMAINE D'ACTIVITÉ (POUR LES FAMILLES PILOTAGE-MANAGEMENT ET AIDE AU PILOTAGE)

Développement économique

CONTEXTE DU RECRUTEMENT

Création de poste

à compter du octobre 2020

Nom du titulaire précédent ou actuel : création de poste

DURÉE D'OCCUPATION SOUHAITABLE DU POSTE

durée minimale : 1

durée maximale : 2

LOCALISATION ADMINISTRATIVE ET GÉOGRAPHIQUE

Direction ou service : Direccte Hauts-de-France

Sous-direction : Pôle 3E

Bureau et secteur : Service économique de l'Etat en région

Adresse : 70 rue Saint Sauveur BP 30502, 59022 LILLE Cedex

Informations complémentaires : résidence administrative Lille (proximité immédiate du métro : station Mairie de Lille)

LE POSTE ET SON ENVIRONNEMENT**DESCRIPTION DU SERVICE :** missions, organisation, nombre d'agents

La Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) Hauts-de-France est un service déconcentré commun au ministère de l'économie, des finances et de la relance et au ministère du travail, de l'emploi et de l'insertion.

La DIRECCTE a pour missions de favoriser le développement des entreprises et de l'emploi, améliorer la qualité du travail et des relations sociales, assurer la loyauté des marchés et la sécurité des consommateurs, elle :

- assure le respect de la réglementation du travail, concoure à l'amélioration de la qualité du travail et des relations sociales et anime le dialogue social dans les entreprises et les branches ou secteurs professionnels (Pôle Politique du Travail) ;
- accompagne les entreprises et les filières dans leur développement économique, développe la qualification des salariés et améliore l'accès et le retour à l'emploi (Pôle Entreprises, Emploi, Économie) ;
- veille au respect des réglementations de la concurrence, de la consommation, de la répression des fraudes et de la métrologie légale (Pôle Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et Métrologie légale).

Le pilotage régional de la Direccte s'organise autour de trois pôles :

- Pôle 3E (Économie, Entreprises, Emploi) ;
- Pôle T (Politiques du Travail) ;
- Pôle C (Concurrence, Consommation, Répression des fraudes et Métrologie légale).

La Direccte des Hauts-de-France s'appuie sur ses unités départementales (UD) : UD Aisne, UD Nord - Lille, UD Nord - Valenciennes, UD Oise, UD Pas-de-Calais et UD Somme. Ces services mènent sur le terrain des actions de proximité ciblées au plus près des acteurs : entreprises, salariés, partenaires sociaux et territoriaux, demandeurs d'emploi, branches et filières professionnelles...

Le pôle Entreprises, Emploi et Economie (3E) a pour missions essentielles de décliner au niveau régional les politiques nationales de développement économique et de l'emploi. La réforme des services déconcentrés chargé du développement économique a conduit à la

Date de mise à jour : 18/09/2020

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)

2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».

création d'un Service Économique de l'État en Région (SEER) rattaché au pôle 3E depuis 2019.

Sous le pilotage fonctionnel de la Direction Générale des Entreprises (DGE) et sous l'autorité du Préfet de Région, le service économique régional concentre son action de terrain sur trois priorités :

- développer, appuyer ou accompagner les filières stratégiques,
- soutenir l'innovation et la transformation numérique des entreprises
- protéger le tissu économique en accompagnant les entreprises en difficulté ;

Le service est chargé également d'assurer de la tutelle des consulaires.

En s'appuyant sur son expertise, il met en œuvre localement les politiques économiques de l'Etat en faveur du développement des entreprises sur le territoire régional. Le service économique régional est chargé de :

- participer à leur conception dès le commencement;
- contribuer à leur mise en œuvre dans les territoires, le cas échéant en les modulant;
- documenter leur impact et les attentes des acteurs économiques.

Afin d'assurer la mise en œuvre effective des politiques nationales dans les territoires, le service économique régional a pour mission d'assurer la coordination avec les autres services de l'Etat compétents en région, les opérateurs et les établissements publics. Il assure également pour le compte du préfet de région un lien avec le Conseil régional, les autres collectivités (dont les métropoles) et les acteurs du monde économique.

Le SEER exerce ses activités en cohérence avec les actions mises en œuvre par les Unités départementales.

Au sein du pôle 3E, il bénéficie de l'appui méthodologique et des actions de coordination assurées par les autres services qui constituent ce pôle.

Pour assurer ces missions, le service économique régional (outre le poste objet de la présente fiche) est composé de 12 agents de catégorie A ou A+ dont le chef de service et 1 agent de catégorie B. Le poste de délégué à l'information stratégique et à l'intelligence économique (DISSE) ainsi de la start-up d'Etat «Place des entreprises» sont également intégrés au service. L'ensemble des agents sont localisés principalement en bi-site Lille/Amiens avec, par exception, un agent à Valenciennes.

DESCRIPTION DU POSTE : missions, attributions et activités

En matière de protection des entreprises, le service économique de l'État en région est plus particulièrement chargé d'assurer la prévention des difficultés et le traitement des restructurations des entreprises industrielles, en lien avec la mission de Commissaire aux Restructurations et à la Prévention des difficultés des entreprises (CRP), conformément aux dispositions de la circulaire du 20 juin 2018 relative au dispositif d'accompagnement des entreprises en difficulté ;

Au regard de la crise économique liée au Covid-19, le poste à pourvoir permet, sous l'autorité du chef du SEER, de venir en appui opérationnel des 2 CRP. Ces derniers, membres de droit des CODEFI, poursuivent les contacts privilégiés avec l'ensemble des partenaires.

Le titulaire du poste interviendra pour l'ensemble de la région pour :

- Le suivi d'entreprises en difficultés : industrie (ou service aux industries) majoritairement entre 50 et 400 salariés, en difficultés structurelles ou conjoncturelles (COVID-19, Brexit,...) en appui des 2 CRP. Les principales missions seront la détection, l'intervention en entreprise ou la coordination des actions des partenaires, ainsi que le reporting avec toute la discrétion nécessaire
- la participation à des réunions de suivi ou des cellules de veille infra-départementales
- le traitement des saisines ministérielles (toute taille d'entreprises)
- les travaux du service dans le cadre du plan de relance

Le titulaire du poste devra être en capacité de poser un diagnostic global de la situation (financière, sociale, économique) et de construire des solutions négociées de retournement avec l'entreprise et ses tiers, en mobilisant ses domaines d'expertise relatifs : aux procédures commerciales amiables et collectives, à l'analyse financière, à l'ensemble des leviers techniques et financiers en matière de restructuring. Une bonne connaissance des mécanismes d'aide de l'État serait un plus.

Date de mise à jour : 18/09/2020

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)
2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».

Il veillera également au respect de toutes les règles de droit applicable à l'entreprise (code de commerce, réglementation sur les aides, droit social, fiscal, ...) afin de construire de solutions robustes et protectrices pour l'entreprise et ses salariés mais aussi pour ses créanciers. Il représente ainsi, avec les CRP, les intérêts de l'État dans les dossiers (créances publiques, préservation d'actifs stratégiques).

Il conjuguera une action de terrain (visites des entreprises concernées) avec une action d'analyse, de proposition et de négociation.

PRINCIPALES ACTIVITÉS

- | | | | | |
|---------------------------------------|---|---|---|--|
| <input type="checkbox"/> Pilotage | <input checked="" type="checkbox"/> Rédaction | <input checked="" type="checkbox"/> Conseil | <input checked="" type="checkbox"/> Gestion de procédures | <input type="checkbox"/> Secrétariat |
| <input type="checkbox"/> Encadrement | <input type="checkbox"/> Études, recherches | <input type="checkbox"/> Animation | <input type="checkbox"/> Contrôle, vérification | <input type="checkbox"/> Information, accueil |
| <input type="checkbox"/> Coordination | <input checked="" type="checkbox"/> Veille | <input type="checkbox"/> Conception | <input type="checkbox"/> Saisie informatique | <input type="checkbox"/> Classement, archivage |

Autres (préciser) :

EXEMPLES DE DOSSIERS TRAITÉS RÉCEMMENT / QUELQUES DOSSIERS À VENIR

Dossiers à venir : soutien à l'instruction des Avances Remboursables et Prêt Bonifiés en cas de refus ou de complément de Prêt Garantie par l'État (PGE)

RELATIONS FONCTIONNELLES AVEC :

- | | | |
|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> les autres services de la direction | <input checked="" type="checkbox"/> les services déconcentrés | <input type="checkbox"/> d'autres ministères |
| <input type="checkbox"/> les agents du ministère | <input type="checkbox"/> les cabinets ministériels | <input type="checkbox"/> des organismes étrangers |
| <input checked="" type="checkbox"/> les autres directions | <input checked="" type="checkbox"/> le secteur privé | <input checked="" type="checkbox"/> des établissements publics |

Principaux interlocuteurs : Administration centrale (DGE : Mission Restructuration des Entreprises), services déconcentrés (Préfectures, unités départementales de la Direccte, DDFIP), URSSAF, opérateurs de l'État (Banque de France, Bpifrance, Business France), collectivités territoriales, administrateurs et mandataires judiciaires, chambres consulaires.

CONDITIONS PARTICULIÈRES D'EXERCICE

Déplacements fréquents

Maîtrise de la confidentialité des informations

Les compétences mises en œuvre sur le poste

Pour les compétences, en plus du RMAC, le dictionnaire interministériel des compétences des métiers de l'État (RIME) peut également être utilisé (<http://www.fonction-publique.gouv.fr/publications/collection-politiques-emploi-public-1>).

Quelques exemples sont mentionnés dans les listes déroulantes ci-dessous.

SAVOIRS ²	NIVEAU DE COMPÉTENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
-	-	-
Economie/finances (RIME)	- niveau expertise	- requis immédiatement
Environnement administratif, institutionnel et politique (RIME)	- niveau pratique	- requis immédiatement
Bureautique et outils collaboratifs (RIME)	- niveau pratique	- requis immédiatement
-	-	-
SAVOIR-FAIRE ²	NIVEAU DE COMPÉTENCE ATTENDU SUR LE POSTE*	
Travailler en réseau (RIME)	- niveau maîtrise	- requis immédiatement
Expertiser (RIME)	- niveau expertise	- requis immédiatement
Conseiller (RIME)	- niveau expertise	- requis immédiatement
-	-	-
-	-	-

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)

2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».

SAVOIR-ÊTRE ²

Analyse (RIME)

Discrétion (RIME)

Réactivité (RIME)

Esprit d'équipe (RIME)

-

* - *Initiation : connaissances élémentaires, notions, capacité à faire mais en étant tuteur*
- *Pratique : connaissances générales, capacité à traiter de façon autonome les situations courantes*
- *Maîtrise : connaissances approfondies, capacité à traiter de façon autonome les situations complexes ou inhabituelles*
- *Expertise : domine le sujet, voire est capable de le faire évoluer, capacité à former et/ou d'être tuteur*

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

Le poste est un CDD de 2 ans maximum.

La rémunération brute annuelle dépend de l'expérience du titulaire de l'emploi.

Une expérience significative en matière de conseil de restructurations d'entreprises serait appréciée. Si nécessaire, des formations d'adaptation au poste seront prévues.

En fonction du profil du candidat, ou selon l'évolution de la crise économique, le poste est susceptible de faire l'objet de modification. En effet, un renfort global temporaire de 4 équivalents temps plein est possible jusque fin 2022.

VOS CONTACTS RH (nom, prénom, fonction, téléphone, adresse électronique)

Yannick JEANNIN, chef du SEER, - 03 22 22 42 85 – yannick.jeannin@direccte.gouv.fr

Christophe COUDERT, chef du pôle 3E, directeur régional adjoint - 03 20 96 48 09 – christophe.coudert@direccte.gouv.fr

Sandrine LEFEVRE, secrétaire générale adjointe - 03 20 96 48 01 - sandrine.lefevre@direccte.gouv.fr

Date de mise à jour : 18/09/2020

1. Pour les administrateurs civils (de 1 à 3), les attachés (de 1 à 4), les traducteurs (de 1 à 3), les secrétaires administratifs (de 1 à 3), les adjoints administratifs (de 1 à 2)

2. Se référer au référentiel des métiers de l'administration centrale des ministères économique et financier (RMAC), consultable sur « Alizé/RH/recrutement-parcours professionnel/ découvrir les métiers de l'AC ».